

# ARCHEIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Des militantes israéliennes, palestiniennes et étrangères de l'organisation 'Women Wage Peace' prennent part à une marche sur le site de Qasr al-Yahud, au bord du Jourdain, près de la ville de Jéricho en Cisjordanie, Octobre 2016. / AFP / ABBAS MOMANI

AZB 4001 Baile  
Forum Civique Européen, 4001 Baile  
Post CH AG

## ISRAËL/PALESTINE

# Initiatives de paix au Proche-Orient

**Même si, et justement parce que, pour le moment, une évolution vers la paix semble inaccessible, nous aimerions attirer l'attention sur les mouvements en Israël/Palestine qui s'engagent depuis des années avec courage et cohérence pour une coexistence. Des initiatives parallèles solidaires se sont depuis développées dans plusieurs pays d'Europe.**

Comme souvent, ce sont les femmes qui s'engagent en premier lieu pour la paix en Israël et en Palestine.

### Le rôle des femmes pour la paix

*Women Wage Peace* (Les femmes au service de la paix) est un mouvement fondé par des femmes israéliennes suite à la guerre de Gaza en 2014. Il s'oppose à l'occupation et promeut la cohabitation pacifique de toutes les communautés. Le mouvement est non partisan et non hiérarchique. Il ne soutient aucune solution spécifique au conflit et compte plus de 45.000 membres, ce qui en fait le plus grand mouvement populaire pour la paix en Israël. Il propose et permet aux femmes de différentes communautés de se regrouper et de s'engager ensemble pour un avenir sans conflit israélo-palestinien.

Sur le territoire palestinien, les femmes palestiniennes ont fondé il y a trois ans l'organisation *Women of the Sun* (Les femmes du soleil), qui s'engage également pour un avenir commun et pacifique. Depuis, les deux organisations travaillent ensemble pour demander à leurs dirigeant·es respectif·ves de mettre fin au conflit.

Le 4 octobre 2023, trois jours avant l'attaque du Hamas, des milliers de femmes des deux groupes s'étaient réunies pour un grand événement en faveur de la paix, au cours duquel elles avaient appelé à soutenir «l'appel des mères» formulé conjointement par les deux mouvements:

«Nous, mères palestiniennes et israéliennes, sommes déterminées à arrêter le cercle vicieux de l'effusion de sang et à changer la réalité du difficile conflit entre les deux

nations pour le bien de nos enfants». L'événement avait débuté au *check point* du mur frontalier de Bethléem, d'où les femmes se sont rendues à la promenade d'Armon Hanatziv à Jérusalem, où des diplomates et des personnalités de renommée mondiale ont manifesté leur soutien. Le point culminant de la journée s'est déroulé sur la plage de Neve Midbar, au bord de la mer Morte.

Une exposition de courtépintes en patchwork sur le thème de la paix était présentée sur la clôture derrière laquelle s'est déroulée la manifestation principale. Une table ronde, qui faisait partie de l'installation artistique de Sigalit Landau<sup>1</sup> lors de la Biennale de Venise 2011, était placée au centre de la scène et symbolisait la table des négociations.

Autour de la table étaient assis des représentant·es palestinien·nes et israélien·nes, ainsi que des diplomates et d'autres personnalités publiques venues spécialement pour l'occasion. Les femmes ont annoncé la création d'un groupe commun dans lequel elles exprimeront leur inquiétude quant au sort de leurs enfants et s'engageront pour la réconciliation et une solution non violente au conflit.

### Se tenir ensemble

Un autre mouvement pour la paix, l'organisation *Standing Together* (debout ensemble), fondée en 2015, se développe particulièrement depuis le 7 octobre 2023. Ici aussi, depuis 2016, des citoyen·nes juif·ves et palesti-

**Reem Hajjari**, l'une des fondatrices de *Femmes du soleil*. «Le chemin vers la paix est long et plein de défis. Nous restons fortes et déterminées, car de plus en plus de femmes rejoignent le mouvement, des femmes qui veulent protéger leurs enfants et éviter qu'ils ne soient les prochaines victimes. Nous avons commencé comme un mouvement avec quelques femmes isolées, et maintenant nous sommes des milliers de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Nous ne voulons plus rester en retrait et sommes déterminées à agir avec persévérance pour mettre fin au cycle de l'effusion de sang et obtenir la liberté et une vie juste et honorable pour les enfants palestiniens et israéliens».

**Yael Admi**, l'une des fondatrices et dirigeantes de *Women Wage Peace*: «Il s'agit d'un partenariat historique entre deux mouvements de femmes qui ne cesseront pas de revendiquer que les dirigeants des deux parties, promeuvent un accord de paix et garantissent un avenir de paix, de sécurité et de liberté pour les deux nations. Depuis la création de ce partenariat et la rédaction de 'l'appel des mères', nous avons été rejointes par un nombre croissant de femmes qui ont décidé de ne plus rester silencieuses et qui tentent de s'engager sur une nouvelle voie. Il est temps que des personnalités courageuses fassent naître l'espoir d'un avenir meilleur pour nos enfants».

nien·nes s'engagent ensemble en Israël pour l'égalité, la paix et la justice sociale.

Pour ce groupe de la société civile, il est clair que la sécurité des habitant·es d'Israël ne peut pas être établie par la guerre et la violence. Depuis la terrible attaque du Hamas contre Israël, les activistes de gauche sont considéré·es comme des traîtres et la population palestinienne d'Israël est soumise à une vague de répression. Certain·es politicien·nes de l'opposition qui siégeaient à la Knesset, c'est-à-dire au Parlement israélien, ont été destitué·es après le 7 octobre pour avoir critiqué Netanyahu et sa politique contestable. Le travail de *Standing Together* a pris de l'importance depuis l'attaque du Hamas.

Dans d'autres pays également, des membres des communautés juives et arabes ont pris des initiatives. À Vienne, par exemple, comme nous l'avons déjà signalé dans Archipel, une veillée hebdomadaire *Standing Together - Zusammenstehen* a lieu pour les victimes de la guerre entre le Hamas et Israël. En tant que «citoyen·nes autrichien·nes inquiet·es et habitant·es de cet État», ces personnes ont formulé début novembre un appel au chancelier autrichien:

«... nous sommes profondément bouleversé·es et déçu·es que l'Autriche ait voté contre la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies appelant à un cessez-le-feu immédiat dans la bande de Gaza sous blocus.

En cette période tragique pour tant de personnes, nous condamnons sans équivoque aussi bien les attaques brutales du Hamas contre Israël, au cours desquelles 1400 Israélien·nes ont été tué·es et plus de 3000 blessé·es, que le blocus et les bombardements israéliens de la bande de Gaza, qui ont tué plus de 9000 Palestiniens [iels sont désormais plus de 23.000, NDLR], blessé des dizaines de milliers de personnes et contraint 1,4 million de civil·es de Gaza à fuir leur maison. [Là aussi, le nombre a massivement augmenté entre-temps, NDLR.

(...) Nous lançons un appel urgent au gouvernement fédéral autrichien, en particulier dans son rôle de représentant d'un État neutre, pour qu'il se prononce contre le meurtre de tous les civil·es et qu'il intervienne. Toute intervention doit avoir pour objectif de mettre fin à la violence incessante et de désescalader le conflit. Nous souhaiterions également que l'Autriche s'engage en faveur de solutions in-

clusives et à long terme dans la région afin de parvenir à la paix, à la justice et à la sécurité pour tou·tes.

Le nombre sans cesse croissant de victimes et de destructions au Proche-Orient a également des répercussions sur l'Europe et le reste du monde. S'engager pour les droits humains, c'est s'opposer avec véhémence et activement au racisme, à l'antisémitisme, à l'islamophobie et à la xénophobie.

Au nom de l'humanité et de la paix, nous demandons donc au gouvernement fédéral autrichien de s'engager en faveur d'un cessez-le-feu immédiat, de négociations pour la libération des plus de 200 otages et de la fin du siège de la bande de Gaza, dans l'espoir d'un avenir meilleur pour tous les habitants de la région». (*Standing Together*, Vienne, 3

novembre 2023<sup>2</sup>). À la mi-janvier, des milliers de personnes manifestent à Tel Aviv et dans d'autres villes contre le gouvernement de Netanyahu, dont la politique d'extermination implacable et intransigeante à Gaza rend impossible la libération des otages israélien·nes détenu·es depuis plus de 100 jours par le Hamas.

Nous continuerons à suivre les événements au Proche-Orient et le travail des initiatives de paix, à en rendre compte et à soutenir activement, dans la mesure du possible, les personnes courageuses et attachées à la paix qui les composent.

Propos recueillis par Constanze Warta

1. Sculptrice, vidéaste et artiste d'installation israélienne.
2. Vous pouvez signer cette pétition sur Internet via *Standing Together Petition*.

## HAUT-PARLEUR

# Kurdistan: ne laissons pas un massacre en cacher un autre.

Alors que l'armée turque intensifie ses frappes dans la quasi-indifférence, plus d'une centaine de personnalités dont Patrick Chamoiseau, Annie Ernaux et Edgar Morin se sont réunies à Marseille, le 13 janvier, pour empêcher l'anéantissement du peuple kurde et soutenir les voix de paix qui viennent de Turquie et du monde entier. Voici l'appel rédigé à cette occasion.

À Marseille, le 13 janvier, nous nous réunissons pour rendre plus forte la voix des appels à la paix venant de Turquie. Récemment, 78 journalistes, artistes, intellectuel·les, défenseur·es des droits humains kurdes et turc·ques ont lancé un appel pour attirer l'attention sur l'urgence d'une solution pacifique. Nous reconnaissons leur courage, alors que la situation au Kurdistan ne cesse de se tendre, et que le précédent appel pour la paix («Nous ne serons pas complices de ce crime», en 2016) avait été qualifié de propagande terroriste par le gouvernement turc et avait causé la persécution de ses signataires. Nous entendons relayeur, protéger et amplifier leur voix.

Dans un contexte marqué par les politiques

militaristes, par la banalisation de toutes les horreurs, les foyers de violence extrême ne cessent de se multiplier au Moyen-Orient. Après le nettoyage ethnique de la population arménienne du Haut-Karabakh dans l'indifférence de la communauté internationale, nous assistons impuissant·es au déchaînement de violences et au massacre par des pouvoirs militaristes des populations israéliennes et palestiniennes.

## Briser le cercle de la violence et de la haine

Les foyers de violences extrêmes qui embrasent le Moyen-Orient ne sont pas isolés, ni les uns des autres, ni du reste du monde. Ils sont pris dans les filets d'un militarisme

### Archipel

Mensuel bilingue (F/D)  
édité par le Forum  
Civique Européen

France:  
St Hippolyte, F-04300  
Limans  
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98  
fr@forumcivique.org

Autriche  
Lobnig 16  
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla  
Tél: 43 (0)42 38 87 05  
at@forumcivique.org

Allemagne:  
Ulenkrug, Stubbendorf 68  
D-17159 Dargun  
Tél: 49 (0)39 959 23 881  
de@forumcivique.org

Suisse:  
Boîte postale 1115,  
CH-4001 Bâle  
Tél: 41 (0)61 262 01 11  
ch@forumcivique.org

Ukraine:  
vul. Borkanyuka 97,  
UA 90440 Nizhne Selishche  
Tél: 00380/31 42 512 20  
ua@forumcivique.org

mondialisé et sont les maillons d'une chaîne d'idéologies nationalistes qui se ressemblent désespérément. Ne laissons pas la chaîne s'agrandir et se refermer. Ne laissons pas un massacre en cacher un autre. Il nous faut tout mettre en œuvre pour briser le cercle vicieux de la violence et de la haine, avant qu'il ne soit trop tard. Avant que l'horreur ne s'ajoute à l'horreur. En résonance avec d'autres voix qui s'élèvent dans le monde entier pour en appeler au cessez-le-feu entre Israël et le Hamas et à la paix au Proche-Orient, nous élevons les nôtres pour que le peuple kurde ne soit pas oublié.

Aujourd'hui, l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) relate qu'entre le 5 et le 9 octobre, l'armée turque a mené des opérations massives dans ces régions – 580 frappes aériennes et terrestres ont été dénombrées – faisant des dizaines de morts dans la population civile et détruisant systématiquement, non seulement les infrastructures qui permettent d'alimenter en eau et en électricité des millions de personnes, mais aussi des écoles et des bâtiments administratifs.

### Étouffer toute voix de paix

L'AANES «exhorte toutes les parties prenantes en Syrie, les institutions des Nations unies, le Conseil de sécurité des Nations unies et les organisations de défense des droits humains à adopter une position ferme contre les actions menées par la Turquie». Chaque jour les Kurdes comptent leurs victimes. Pendant ce temps, de l'autre côté de la frontière, plusieurs dizaines de milliers d'opposant·es politiques, surtout kurdes, et principalement des femmes – dont des députées et des mairesses – sont enfermées dans les prisons du régime autoritaire turc qui veut étouffer toute voix de paix. Le gouvernement turc alimente volontairement la colère des Kurdes en maintenant Abdullah Ocalan, leader du mouvement kurde qui avait joué un rôle capital dans les négociations de paix en 2013 et 2015, en prison dans un isolement total, sans signe de vie depuis trente mois.

Le 13 janvier, en prenant au sérieux les signaux alarmants d'une autre guerre qui risque de prendre une ampleur incontrôlable, nous nous réunirons pour dire qu'il n'est pas trop tard. Nous nous réunirons pour empêcher l'anéantissement d'un peuple et pour porter haut et fort les voix de paix qui nous viennent de Turquie et du monde entier.

Collectif *Voix pour la Paix au Kurdistan*,  
avec le soutien de  
nombreux intellectuel·les\*.

\* Article et liste de la totalité des signataires: <https://www.ldh-france.org/8-janvier-2024-tribune-collective-kurdistan-ne-laissons-pas-un-massacre-en-cacher-un-autre-publiee-dans-liberation/>



À l'extérieur du camp de réfugié·s de Moria, sur l'île de Lesbos, en proie aux flammes. (Photo: medico)

## MIGRATIONS

# La fin de la protection

«Aujourd'hui est vraiment un jour historique», s'est exclamée la Présidente du Parlement européen, Roberta Metsola, à l'ouverture de la conférence de presse qui a suivi la conclusion des négociations du trilogue<sup>1</sup> dans la matinée du 20 décembre 2023. À ses côtés se tenaient les trois rapporteur·euses du Parlement pour les trois règlements centraux du nouveau pacte sur les migrations et l'asile. Dans les jours et les nuits qui ont précédé, la Commission, le Parlement et le Conseil, en tant que représentant·es des États membres, ont négocié une ligne de compromis pour ces actes législatifs, scellant ainsi la réforme du régime d'asile européen commun (RAEC) dans son ensemble.

Les rapporteur·euses ont été visiblement marqué·es par ces négociations marathon et ont souligné à plusieurs reprises que l'accord était un succès politique majeur. Mais alors même qu'ils s'exprimaient, les premiers contenus et analyses du compromis étaient publiés. Il est rapidement apparu que le Conseil avait obtenu gain de cause sur presque tous les points, tandis que le Parlement, malgré la longueur des négociations, n'avait pu faire passer que des améliorations minimales.

L'espoir exprimé par de nombreuses personnes au cours de l'été 2023, y compris par certains membres de la coalition gouvernementale allemande, que le Parlement européen serait en mesure d'atténuer les pires difficultés de la position du Conseil s'est avéré être une erreur. Cela aurait pu être anticipé: le rapport de situation de la présidence espagnole du Conseil au début du mois de décembre indiquait déjà, sur un ton quelque peu triomphant, que la position du Conseil prévaudrait.

Toutefois, ce n'est que maintenant que l'on comprend à quel point le Conseil a réussi à mettre le Parlement au pied du mur.

Il n'est pas possible à ce stade d'entrer dans les détails du compromis. D'une part, la discussion devient rapidement très technique. D'autre part, il faut souligner qu'une fois de plus – comme ce fut le cas avec le compromis du Conseil en juin – seul un accord politique a été atteint. La formulation des lois, telles qu'elles doivent être adoptées et qui sera décisive pour leur mise en œuvre, ne sera finalisée que dans les semaines à venir. Cela laisse une marge de manœuvre pour une aggravation de la situation, tout en sapant le processus démocratique.

### Des procédures frontalières entachées d'erreurs de logique

Comme cela a été discuté depuis longtemps, l'introduction de procédures frontalières sera un aspect clé de la réforme du RAEC. Ces procédures seront obligatoires pour les États membres. À cette fin, des installations proches de la frontière doivent être mises en place, dans lesquelles jusqu'à 30.000 personnes peuvent être détenues à tout moment. Au cours des prochaines années, leur capacité devrait être portée à 120.000 places. Les procédures frontalières concerneront principalement les personnes dont la nationalité a un taux de reconnaissance global<sup>2</sup> inférieur à 20 % dans l'UE.

Il s'agit là d'une erreur logique révélatrice. Si «seulement» un dixième de la population

## ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 Frs
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: ..... Adresse: .....

Pays: ..... Profession/Organisation: .....

Téléphone: ..... Mail: .....

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40\_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

d'un pays est persécuté, un système d'asile efficace, conçu pour protéger l'individu, devrait examiner le cas individuel avec d'autant plus d'attention. Au lieu de cela, on utilise la fiction statistique selon laquelle un faible taux de reconnaissance est synonyme d'une faible probabilité de reconnaissance dans les cas individuels. Cette fiction est déjà mathématiquement incorrecte<sup>3</sup>, mais elle montre surtout à quel point la logique du RAEC s'est éloignée de celle de la Convention de Genève sur les réfugiés. Il ne s'agit plus de protéger l'individu contre les persécutions, mais de gérer une migration de masse forcée, dans laquelle la personne n'est qu'un élément statistique d'une population indésirable.

La procédure frontalière sera également obligatoire pour les personnes qui ont voyagé à travers un pays tiers dit sûr. Il semble incontestable que les procédures frontalières se dérouleront dans des conditions de détention et de protection juridique réduite. Le Parlement a seulement pu garantir que des conseils juridiques gratuits (et non une assistance juridique) seront fournis. Cependant, il n'y aura pas d'exception pour la détention des enfants; seuls les réfugiés mineurs non accompagnés seront exemptés.

### Des refoulements qui n'en finissent pas

Le Parlement n'a pas non plus réussi à s'imposer sur un deuxième point important. Il avait demandé la mise en place d'un mécanisme de contrôle solide pour le règlement relatif à l'examen préliminaire. Ce règlement régit le premier contact entre la personne en quête de protection et l'État membre de l'UE, par exemple lorsqu'une personne est appréhendée après avoir franchi la frontière sans autorisation. À l'avenir, une décision sera prise dans les sept jours pour déterminer si la personne sera renvoyée directement, transférée vers la procédure frontalière ou transférée vers la procédure d'asile normale. L'examen se déroule sous la fiction de la non-entrée en matière. Malgré la présence *de facto* sur le territoire, il est supposé *de jure* que l'entrée n'a pas encore eu lieu. Les personnes qui font l'objet d'un examen préliminaire peuvent donc compter sur des garanties procédurales encore plus réduites.

Il a été prouvé que le premier contact entre les garde-frontières et les réfugiés aboutit souvent à des refoulements, c'est-à-dire à des retours illégaux et violents à travers la fron-

tière. Le mécanisme de contrôle allégé n'est pas destiné à être installé à la frontière, mais seulement dans les centres de contrôle. Il ne pourra donc pas empêcher efficacement les refoulements dans l'UE.

Le seul aspect positif à noter est le renforcement du «lien de connexion» pour les expulsions vers des pays tiers. En vertu des nouvelles règles, il sera possible d'expulser les demandeurs d'asile vers un pays tiers sûr après un rejet dans le cadre de la procédure à la frontière. Toutefois, il doit désormais exister un lien étroit entre la personne et ce pays tiers; un simple transit n'est plus suffisant et le consentement «volontaire» ne peut plus servir de base. Cela signifie que le modèle rwandais, qui a déjà été qualifié d'illégal au Royaume-Uni, sera également incompatible avec le droit communautaire à l'avenir. Il faut espérer que cela mettra rapidement fin au débat en Allemagne.

### Crise, force majeure, instrumentalisation

Ces trois aspects concernent le cas normal du RAEC. Toutefois, la réforme comprend également un règlement de crise qui permet d'abaisser encore les normes en cas de «*crise*» (arrivée massive), de «*force majeure*» et d'«*instrumentalisation*» (soutien à la migration forcée par des États ou des «*acteurs non étatiques hostiles*» sur la base d'un calcul politique). Cela ouvre la porte à l'affaiblissement des garanties procédurales déjà faibles pour les personnes en quête de protection. Un tel cas doit être décidé par le Conseil (le Parlement n'est pas impliqué ici). Toutefois, compte tenu de l'état d'esprit politique qui règne au sein du Conseil, il faut s'attendre à ce que de telles décisions soient prises régulièrement dès que les États membres en feront la demande.

Il faut reconnaître que la réforme a enterré la vision initiale du RAEC, qui était d'établir un «*espace de protection*» commun et homogène. Malgré le fait qu'il s'agit d'une législation européenne et que les institutions européennes auront un rôle plus important: l'esprit des nouveaux règlements n'est plus de guider l'action des États en termes de système efficace de protection des réfugiés et de la limiter en cas de conflit avec d'autres intérêts étatiques. Au contraire, les États membres sont régulièrement libres de prendre des mesures plus strictes, par exemple en étendant les procédures aux frontières à tous les demandeurs de protection.

### Pas de solidarité européenne

Ceci nous amène au dernier point. Même si le contraire est affirmé à maintes reprises, la répartition inégale des responsabilités dans le traitement des demandes d'asile, instaurée par le système de Dublin et qui est à l'origine de son échec, n'est pas réformée. Dans le même temps, aucun mécanisme de solidarité efficace n'a été créé. Le retour du concept controversé de «*solidarité flexible*» signifie que les États membres sont désormais libres de décider de la manière dont ils assument la responsabilité dans le RAEC. Il n'y a plus d'obligation d'accepter les demandeurs d'asile reconnus, mais ils peuvent également contribuer à un fonds pour les mesures de sécurité aux frontières. Cela va également à l'encontre de l'idée d'un système européen commun.

Il est donc plus que douteux que les États membres de l'UE proches de la frontière soient fondamentalement incités à participer au nou-

veau système. Après tout, on leur demande maintenant de mettre en place et de gérer des centres de détention massifs à proximité de la frontière. En contrepartie, ils ne peuvent guère espérer un soutien autre que financier. Un scénario possible serait donc que leur politique de laisser passer les gens vers le nord (qui a déclenché la crise du RAEC) se poursuive. Un autre scénario possible serait qu'un État membre privilégie fondamentalement les procédures aux frontières et la détention de toutes celles et ceux qui cherchent une protection. Une troisième possibilité serait qu'un État membre proche de la frontière déclare à plusieurs reprises une crise afin de passer outre les règles du RAEC. On observe une dynamique similaire depuis de nombreuses années dans le système Schengen: les États ont longtemps transformé l'exception – les contrôles temporaires aux frontières intérieures – en règle permanente.

### Des enjeux démocratiques

Avec l'accord sur la réforme du RAEC, obtenu sous forte pression, l'UE, ses États membres et les partis représentés au Parlement ont fait un pari extrêmement dangereux sur l'avenir. Ils espèrent que la seule force de la frontière empêchera les personnes en quête de protection d'arriver en Europe. Ils sont prêts à payer un prix humain effroyable pour cela, ou plus précisément: à faire payer ce prix effroyable à celles et ceux qui cherchent une protection.

Mais que se passera-t-il si les mesures s'avèrent inefficaces ou si leurs conséquences – la multiplication des souffrances aux frontières extérieures – démontrent à quel point l'UE est prête à trahir ses propres valeurs? Alors sonnera l'heure de l'autoritarisme, du racisme et du fascisme à travers les nouveaux mouvements de droite en Europe. La démocratie et l'État de droit en Europe seront alors encore plus menacés. Nous en voyons déjà les prémices aujourd'hui: le gouvernement Sunak au Royaume-Uni et le gouvernement Macron en France pourraient tomber parce que sous la pression de la droite, ils ne sont plus en mesure de concilier la politique migratoire, les droits fondamentaux et humains et la démocratie. Cela montre que le conflit sur l'immigration est en fait une bataille pour l'avenir de la démocratie.

Bernd Kasparek\*  
Le 21 décembre 2023

\* Mathématicien et anthropologue culturel, spécialisé dans les études sur les migrations et les frontières. Ses recherches portent sur le régime européen des migrations et des frontières, l'europanisation, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex, les politiques d'asile en Europe, en particulier celle de Dublin, et les frontières numériques. Cet article est paru dans <https://www.medico.de>.

1. Dans le contexte d'une procédure législative ordinaire de l'Union européenne, un trilogue est une négociation interinstitutionnelle informelle qui réunit des représentants du Parlement européen, du Conseil de l'Union européenne et de la Commission européenne. Son objectif est de parvenir à un accord provisoire sur une proposition législative acceptable à la fois pour le Parlement et le Conseil, les colégislateurs. Cet accord provisoire doit ensuite être adopté par chacune de ces institutions par le biais de procédures formelles.

2. À savoir la différence entre le nombre de demandeurs d'asile recevant une décision positive (reconnaissance du statut de réfugié défini par la Convention de Genève ou octroi d'une protection subsidiaire) et le nombre de celles et ceux qui reçoivent une décision négative.

3. Lors d'un lancer de dés répété, la probabilité statistique d'obtenir un 1 est également inférieure à 20 % (16,67 %). Il est donc contraire à l'expérience de supposer que les futurs lancers de dés n'aboutiront généralement pas à un 1.

## ASILE ECCLESIASTIQUE

### conférence avec atelier

Pour les réfugiés menacés d'expulsion, l'asile ecclésiastique est souvent la dernière chance. Sans remettre en question l'État de droit, des personnes engagées dans l'Église invoquent un droit ancestral de l'Église qui doit aider à éviter des souffrances humaines inutiles. Un colloque en Suisse se penche sur la question de la signification actuelle et de la mise en œuvre possible de l'asile dans l'Église.

Dans l'édition suisse de cet Archipel, vous trouverez en annexe le dépliant d'invitation à cette manifestation. Nous vous remercions de votre intérêt!

Archipel

# Un engagement constant avec les travailleur·euses migrant·es.

Lorsque nous sommes sollicité·es au sein de notre syndicat SOC/SAT-Almeria, en Andalousie, dans le sud de l'Espagne, pour une rétrospective et un bilan de l'année écoulée, nous nous contenterions volontiers de rendre une feuille blanche. Mais en 2023, nous avons encore été confronté·es à l'exploitation massive des travailleur·euses migrant·es. En conséquence, notre travail pour leur défense a été intense.)

Le cas de Siri «El pastor» (Siri Le berger) illustre les multiples péripéties et abus auxquels sont confrontés les migrant·es fraîchement arrivé·es sur les côtes andalouses. Payé 900 euros pour 12 à 13 heures de travail par jour, 7/7, Siri, originaire du Sénégal, ancien pêcheur artisan qui s'était vu contraint comme beaucoup d'autres de ses confrères de quitter sa terre, victime des ravages de la pêche industrielle, travaillait depuis 3 ans comme un esclave, sans contrat.

Converti en homme à tout faire, il alternait ses journées entre travail dans les serres, berger d'un troupeau de mouton, homme de ménage. Son employeur (producteur et éleveur) lui devait plusieurs mois de retard. Le travail et la persévérance des services juridiques du SAT Almeria auront donné leurs fruits: suite à une dénonciation auprès de l'inspection du travail, puis à une réunion de conciliation entre employeur et administration, Siri a pu percevoir les indemnités qui lui étaient dues et faire reconnaître l'existence de la relation professionnelle qui l'unissait à son employeur. Une reconnaissance qui lui permettra d'obtenir, après quelques autres démarches nécessaires, le fameux titre de séjour.

Siri fait partie de cette main-d'œuvre bon marché, employée de manière informelle ou pas, c'est-à-dire une main-d'œuvre reconnue pourtant comme «essentielle» durant la pandémie du Covid19 mais qui reste malgré tout dans la précarité pas seulement économique mais aussi sanitaire, car ces travailleur·euses

sont aussi des accidenté·es du travail, un sujet peu abordé mais qui inquiète de plus en plus le syndicat.

Déjà fin 2022, lors de la mort d'un ouvrier écrasé par une machine à compression dans un centre de recyclage de résidus plastiques agricoles, le SAT dénonçait la manque de formation à la sécurité et le laxisme des employeur·euses quant à cette question. Blessures aux jambes ou aux bras, surexposition aux produits phytosanitaires lors des épandages à l'intérieur des serres pendant les heures de travail, abandon par leur employeur aux portes de l'hôpital, c'est, semble-t-il, l'autre quotidien des migrant·es.

Siri représente aussi cette main-d'œuvre bon marché, bouche trou, qui défie la précarité en tentant de trouver des jours meilleurs dans le secteur du bâtiment, autre leurre. Le SAT dénonce ainsi de bien tristes conditions de travail dans ce secteur, avec plusieurs dépôts de plaintes en justice pour abus multiples.

## Bras de fer avec les géants de la salade en sachet

2023 marque officiellement le début d'un long bras de fer entre le SAT Almeria et le géant de la salade en sachet «Primaflor/Mimaflor», grand bénéficiaire de fonds de la PAC. Cet énergivore en eau est vraiment loin d'être clean dans ses pratiques envers ses employé·es. Alors qu'il se vante sur sa page web d'une soi-disant RSE (Responsabilité Sociétale des

Entreprise), de s'être vu attribuer les labels *Global Gap* et *Grasp*, à l'intérieur de ses murs, la réalité est bien moins brillante. Après une visite de l'inspection du travail, suite à un rapport accablant du syndicat, la conclusion des inspecteur/trices conclut et confirme l'absence de droit aux congés payés, mais aussi d'emploi du temps (les employé·es peuvent ainsi exécuter des heures supplémentaires à gogo ou se présenter en fonction des besoins de l'en-

## APPEL AU BOYCOTT

**Au nom de la sécurité alimentaire des générations futures, nous ne pouvons tolérer des fruits et des légumes qui impliquent la dégradation des conditions de vie d'hommes et de femmes, le non respect des droits de base, l'érosion de la souveraineté alimentaire et le saccage de la planète.**

Les multinationales de la grande distribution et les groupes agroalimentaires, qui n'ont à ce jour aucune justification crédible à la hausse insensée des prix qui affecte les aliments de base pour les consommateurs/trices ordinaires, continuent d'augmenter leurs chiffres d'affaires de manière indécente.

Alors que la main-d'œuvre immigrée bon marché de l'agriculture industrielle en Espagne et en Italie cueille des légumes et des fruits pour 4 à 5 euros de l'heure, vendus sous des labels qui garantissent soi-disant des critères éthiques, les prix des fruits et légumes ont augmenté de plus de 16% en France, par exemple.

Alors que des milliers de familles ne peuvent plus se permettre d'acheter des fraises, des tomates ou des légumes verts à leurs enfants en raison des prix exorbitants, ces fruits et légumes sont synonymes de captage illégal d'eau, de désertification accrue, de destruction des écosystèmes et d'aggravation du réchauffement climatique.

Il s'agit de fruits et légumes issus d'une agriculture industrielle déraisonnable, qui sent le pétrole et dont les résidus finissent dans l'océan. La valeur marchande augmente alors que la valeur nutritionnelle ne cesse de diminuer.

Face à un système de production dans lequel la sécurité alimentaire n'est plus garantie pour de nombreuses personnes. Face à un système de production criminel qui a transformé l'être humain et la terre en machines à profit, qui spéculent sur les denrées alimentaires vitales et qui prive nos enfants de pain. Face à un système de production qui crée des inégalités et où les marchandises ne sont accessibles qu'à quelques-un·es, il est de notre devoir de crier «*Basta, ça suffit!*».

**Nous ne devons pas soutenir un système de production qui viole et nie les droits fondamentaux!**

- Boycott des fruits et légumes qui ne respectent pas le droit du travail!
- Qui ne garantissent pas le bien-être et l'intégrité des personnes!
- Qui ne garantissent pas des conditions de logement décentes ni un salaire de subsistance et qui ne respectent pas notre planète!

**«Basta, ça suffit!»**



Käthe Kollwitz, *les laboureurs*

treprise et non en cohérence avec les horaires stipulés sur leur contrat de travail, sans être rémunérés en conséquence), des zones de repos et réfectoires insuffisants pour répondre aux besoins des salarié·es et, comme si ce n'était pas assez, le groupe pratique répression et intimidation envers les délégué·es syndicaux/cales. Il y a peu de temps, une employée, déléguée du SAT, s'est fait licencier abusivement pour avoir commis l'erreur de réclamer ses droits, un procès pour dénoncer la nullité de ce licenciement, aura lieu prochainement.

Même bras de fer avec l'autre géant agricole Agrupapulpi au capital détenu par Solum

Patners, un fond d'investissement américain spécialisé dans le rachat des entreprises du secteur agricole.

Ce sont ainsi 1500 salarié·es qui se voient confronté·es à plusieurs abus, heures supplémentaires non rémunérées, congés payés inexistantes et pauses non respectées.

Plus spécifiquement, dans les champs, ont été constaté·es une insuffisance ou absence de sanitaires, d'infrastructure afin que les employé·es puissent déjeuner en se protégeant des températures exténuantes en été, et des plannings horaires qui ne respectent pas les normes de préventions des risques profession-

nels liés aux vagues de chaleur. Dans les magasins, le personnel se voit obligé d'effectuer plus d'heures que n'en stipule leur contrat, le groupe pratique notamment un abus dans les contrats temporaires. (...)

### Le business des labels...

Si les labels «artificiellement» éthiques et respectueux de la nature semblent pouvoir continuer à compter sur de beaux jours, ce qui se cache derrière ne brille pas autant: juin 2023, plus de 30 licenciements abusifs au sein du groupe Natur Place SL (Appartenant au groupe Biosol, certifié CAAE, Global Grasp) suspendus *in extremis* grâce aux actions du SAT. Labellisés par les plus prestigieux labels, Naturland, European Green Leaf, Global Gap, Grasp, le groupe ECOSUR, ne garantissait pas les 40 heures de travail par semaine à ses employé·es (contrairement à ce que mentionnait leur contrat de travail), ECOSUR faisait travailler ses employé·es comme bon lui semble, en se gardant bien de leur faire disposer de leur 20 minutes de pause. Après de multiples négociations, c'est enfin chose faite, il y a même désormais un autobus afin de ramener les employés au plus proche de leur domicile et sur leur lieu de travail.

### En passant...

Le SAT a dénoncé l'été dernier auprès de l'inspection du travail le travail dans des conditions de chaleur extrême dans des serres bio (plus de 54°).

Il continue sa percée dans les grands comités d'entreprises du secteur agricole, tels que

Consabor (filiale du géant de la tomate bio Bio Sabor), El Ciruelo (Géant espagnol des fruits à coques), et le géant CASI...

Une des grandes satisfactions de SAT Almeria pour la rentrée 2023 aura été la décision du tribunal des prud'hommes obligeant l'entreprise Campo del Levante à réintégrer les 18 salarié·es à leur poste de travail, après avoir déclaré nul leur licenciement, et incluant une indemnité pour préjudice subi. Ces employé·es avaient été licencié·es abusivement pour avoir réclamer leurs droits. En effet, non seulement l'entreprise ne respectait pas de nombreux points de la convention collective et du droit du travail mais elle pratiquait un abus systématique dans les contrats temporaires.

### Notre tâche ne s'arrête pas là...

Nous avons protesté en janvier 2023 contre l'évacuation du bidonville de Walili à Nijar et sa démolition au milieu d'un grand incendie, laissant plus de 450 migrant·es à la rue sans logement alternatif. Nous avons mené des manifestations contre les coupures d'électricité dans le quartier ouvrier d'El Pucho à Almeria, où les enfants n'avaient plus de lumière pour étudier, où les malades restaient sans assistance respiratoire et où les familles, avec leurs ventilateurs de fortune, ne parvenaient plus à se libérer de la chaleur étouffante dans leur appartement. En cette nouvelle année, nous nous engagerons à nouveau en faveur des exploité·es et des exclu·es, en espérant pouvoir fêter de temps à autre un petit succès.

Joanna Moreno  
SOC/SAT Almeria



Käthe Kollwitz, Soulèvements

## FRANCE - APPEL A LA SOLIDARITE!

En Provence aussi, l'exploitation des travailleurs et travailleuses étrangères est monnaie courante dans l'agriculture. Un groupe de 17 ouvriers est actuellement en lutte contre son employeur, la SAS De Rigoy qui produit des fruits et légumes biologiques. Victimes d'exploitation et de corruption, ces travailleurs marocains ont été embauchés à Malemort du Comtat (Vaucluse), en contrat OFII, donc légalement, mais sans fiche de paie, sans aucun jour de repos, sans jamais être payés. Ils ont dû en plus «acheter» leur contrat, sur la base de mensonges et de fausses promesses.

«Pour certains, c'est la troisième année que le patron nous exploite dans les mêmes conditions: pas de salaire sinon 20 euros par ci ou 50 euros par là en liquide, aucun jour de repos au cours de la saison, et des contrats que nous avons payés au Maroc, entre 10.000 et 12.000 euros pour venir travailler plusieurs années ici», raconte Boojma.

«Il y a 17 personnes ici qui luttent, mais il y a surtout 17 familles en souffrance au Maroc» ajoute Driss, préoccupé.

Privés de salaire, ils n'ont pas pu depuis leur départ soutenir leur famille au pays. Certains se sont endettés pour pouvoir venir, d'autres ont laissé leur métier pour venir trouver mieux. Ils sont aujourd'hui prisonniers de ce système.

«Nous avons saisi l'inspection du travail en juillet, et déposé 17 plaintes à la gendarmerie et au tribunal des prud'hommes. Mi-janvier, nous attendons toujours...»

Ils ont décidé de ne pas quitter leur logement sur l'exploitation, de ne pas quitter la France tant qu'ils n'auront pas obtenu leurs droits. C'est dans une maison délabrée, où le patron a coupé eau et électricité, qu'ils s'apprentent à passer l'hiver, entassés sans chauffage sur des matelas à même le sol.

Ils ont l'immense courage de dénoncer cet esclavage moderne, et tiennent depuis des mois. Face à cette injustice organisée, soutenons-les.

<https://www.papayoux-solidarite.com/fr/collecte/soutiens-a-18-travailleurs-agricole-marocains-exploites-84>

Merci pour eux, et pour leur famille.

Driss, Boojma, Mastapha, Khalid, Mohsin, Ali, Othman, Mohamed, Mohsin, Abd, Rachid, Blkasm, Driss, Ismaïl, Abd, Rafik, Charafe

# Pas question de s'en prendre à nous!

Du triomphe de t.A.T.u.<sup>1</sup> à l'interdiction de la «propagande gay» et aux tentatives de qualifier le «mouvement LGBT» d'extrémiste, de la chute de l'URSS à nos jours, *Novaya Europe*<sup>2</sup> se penche sur l'histoire du mouvement LGBT en Russie.

Le 30 novembre dernier, la Cour suprême de Russie déclarait le «mouvement public LGBT international» comme «organisation extrémiste», donc illégale. Désormais, l'exposition de tout symbole considéré comme contenant des «éléments LGBT» (par exemple, le drapeau arc-en-ciel) peut donner lieu à des amendes, voire à des arrestations.

## Les LGBT à la fin de l'Union soviétique

La première vague d'activisme LGBT en URSS avait commencé à la fin des années 1980, pendant la période de *glasnost* (ouverture) sous Mikhaïl Gorbatchev. Les membres de la communauté LGBT – ainsi que certains militant·es alli·es - avaient commencé à se réunir en petits groupes. Il était enfin possible de parler ouvertement de sexe et de relations. En 1989, le premier numéro de *Tema*, le premier journal de l'URSS consacré à la vie des «minorités sexuelles», comme on les appelait à l'époque, voyait le jour. «Nous devons briser le blocus de l'information, expliquer que nous existons et que les gays sont des gens ordinaires, parfaitement normaux», se souvient Roman Kalinin, l'éditeur du journal.

Le journal n'était que l'un des nombreux projets lancés par l'Association des minorités sexuelles (Union des lesbiennes et des homosexuels), nouvellement créée. Cette association LGBT pionnière s'est battue pour lever une interdiction de la «sodomie» datant de l'époque de Staline, a aidé les personnes séropositives et s'est efforcée de réformer l'opinion publique à l'égard de la communauté LGBT.

## La liberté au tournant du siècle

Ces mouvements de la fin des années 1980 ont continué à se développer après la chute de l'Union soviétique en 1991. Le premier événement important pour le mouvement LGBT post-soviétique a été l'abrogation de la loi sur la «sodomie» en 1993. Au milieu des années 1990, de nombreuses personnes LGBT en Russie ont commencé à penser que «les choses allaient bien», déclare le sociologue Alexander Kondakov. Dans tout le pays, des festivals de cinéma, des conférences et des événements culturels consacrés aux questions de la vie des LGBT étaient organisés librement et sans répression. En 1999, la Russie adoptait une version de la classification internationale des maladies dans laquelle l'homosexualité n'était plus considérée comme un trouble mental.

En 1996, les militants LGBT Ed Mishin et Dmitry Sannikov lançaient le portail internet en langue russe *Gay.ru*. Au cours des années suivantes, *Gay.ru* s'associa à des projets similaires pour organiser des fêtes et des événements à Moscou, mener des activités de prévention du VIH et apporter un soutien psychologique aux membres de la communauté LGBT.

Le monde du spectacle russe semblait également adopter le changement, avec des artistes telles que Boris Moiseev, Shura et Eva Polna qui intégraient des thèmes LGBT dans leurs images publiques et leurs performances. En 2003, la Russie a été représentée à l'Eurovision par t.A.T.u., un duo féminin qui interprétait des chansons à caractère homoérotique et s'embrassait sur scène. Avant la finale, des

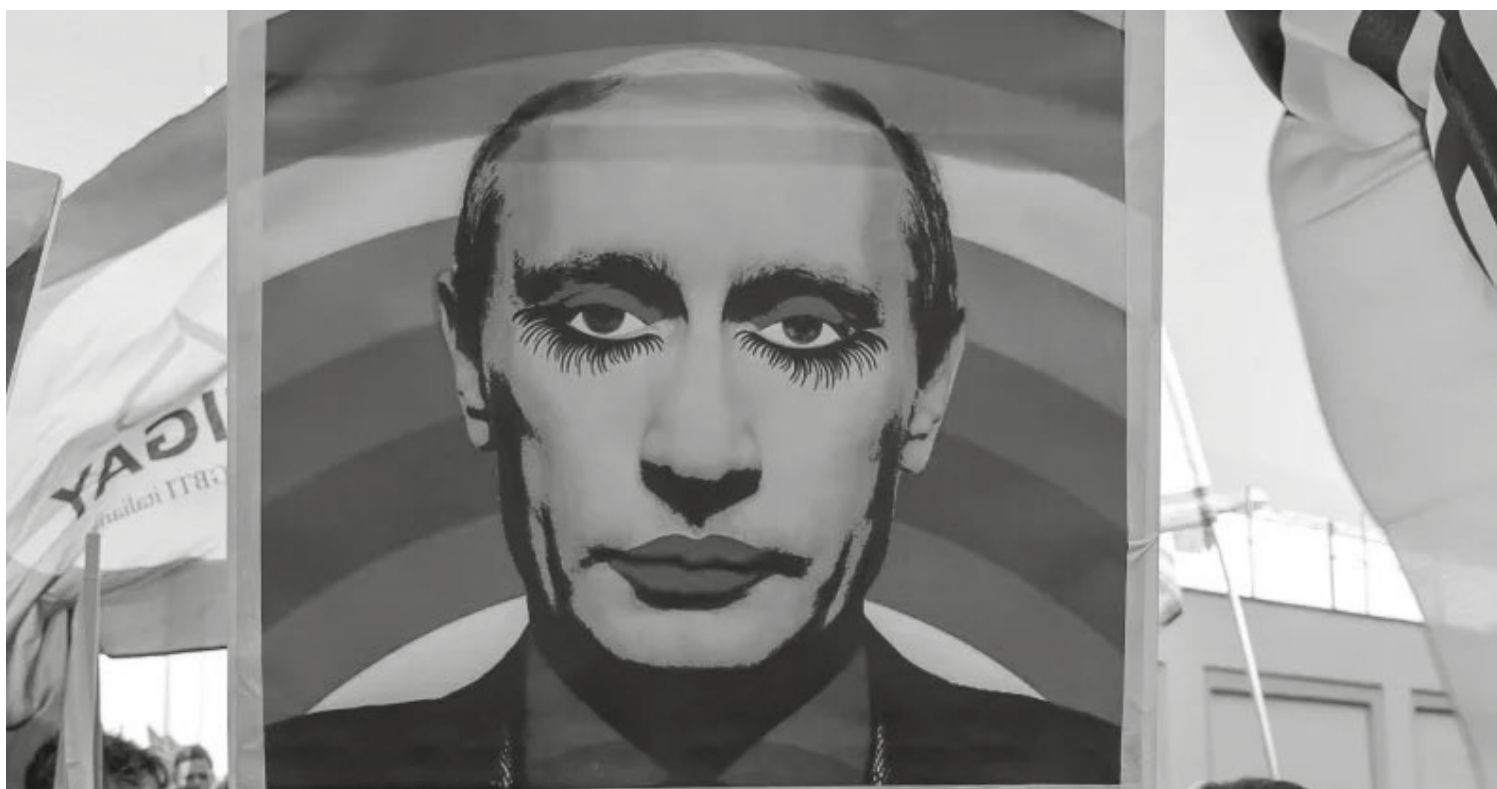
rumeurs ont même circulé dans la presse selon lesquelles les organisateurs du spectacle étaient préoccupés par le «niveau de provocation» de la prestation de t.A.T.u. La chaîne publique russe *Channel One* avait non seulement soutenu le groupe, dont l'image était construite autour des thèmes de l'amour homosexuel, mais avait même fait appel des résultats du concours dans l'espoir que le duo obtienne la première place.

Cependant, cette représentation médiatique accrue ne répondait pas à tous les besoins des LGBT russes au tournant du siècle. Au-delà des sites web et des magazines de la fin des années 1990 et des années 2000, les personnes homosexuelles de Russie ont ressenti un besoin croissant de créer une communauté plus structurée vers laquelle se tourner pour obtenir de l'aide. En 2005, le projet de défense des droits des LGBT *GayRussia* fut créé, dans le but de lutter contre toutes les formes de discrimination. Malgré la résistance de la police et les objections des autorités moscovites, les militants de l'organisation ont organisé quatre parades des fiertés à Moscou entre 2006 et 2009.

Le nombre d'organisations de défense des droits humains s'efforçant de soutenir les personnes homosexuelles a continué de croître. En 2006, le réseau LGBT russe a été lancé dans le but d'unir les initiatives et les projets régionaux de lutte contre la discrimination. Le réseau a organisé un certain nombre d'événements éducatifs tout au long des années 2000, tels que la Semaine contre l'homophobie. En 2009, le premier rapport sur le statut juridique des personnes LGBT en Russie a été publié, grâce aux efforts des militant·es du réseau et du groupe Helsinki de Moscou.

## Crise d'identité et valeurs traditionnelles

Parallèlement à la tolérance croissante à l'égard des personnes LGBT dans certains secteurs de la société russe, d'autres transformations sociales étaient également en cours. De nombreux universitaires ont décrit un changement significatif dans les rôles des hommes et des femmes après l'effondrement de l'Union soviétique.



Le portrait de Vladimir Poutine en drag-queen désormais censuré en Russie

Avec la dissolution de l'URSS et de son modèle «traditionnel» de relations hétérosexuelles, de nombreux Russes, en particulier des hommes, se sont retrouvés en crise d'identité.

Tatyana Ryabova, professeur à l'université pédagogique d'État de Herzen, qualifie la fin des années 1990 de période de «*démasculinisation*». Pour de nombreux hommes russes, la défaite pendant la guerre froide a symbolisé leur incapacité à soutenir et à défendre leur pays. L'homosexualité et la communauté LGBT dans son ensemble sont devenues des symboles de l'«*Occident libre*», que ces segments meurtris et émasculés de la société russe considéraient avec un scepticisme croissant.

Certaines lois régionales ont commencé à donner une voix à cette attitude. En 2006, une interdiction de la «*propagande LGBT auprès des mineurs*» a été introduite dans la région de Riazan – la première loi russe moderne à discriminer ouvertement les personnes LGBT. La même année, M. Poutine prononçait son discours annuel devant l'Assemblée fédérale, définissant ainsi le cours de la politique russe pour les années à venir. Dans ce discours, il reconnaissait pour la première fois la crise démographique de la Russie et soulignait l'importance de préserver les «*valeurs traditionnelles*». De nombreux spécialistes considèrent que c'est à ce moment-là que le gouvernement russe a pris un «*virage conservateur*».

Peu après l'apparition de ce tournant dans le pays, les dirigeants russes ont commencé à diffuser des valeurs similaires auprès de leurs partenaires internationaux. Dans son célèbre discours lors de la conférence sur la sécurité de Munich en 2007, M. Poutine avait fait plusieurs déclarations sur le caractère «*inacceptable*» d'un «*monde unipolaire*».

Selon le politologue Nikita Sleptsov, c'est dans ce contexte que le Kremlin a eu de plus en plus besoin de trouver un «*ennemi commun*» autour duquel il pourrait fédérer la population. La stratégie choisie a été ce que Sleptsov appelle «*l'hétéronationalisme conservateur*», c'est-à-dire la diabolisation de la communauté LGBT.

Au cours des années suivantes, les tensions au sein de la société ont continué à s'intensifier, culminant en 2011 avec les manifestations de la place Bolotnaïa contre les résultats des élections législatives. En 2012, une nouvelle vague de protestations a déferlé sur le pays, cette fois contre les élections présidentielles au cours desquelles Poutine s'est assuré un nouveau mandat. Le mouvement de protestation comprenait de nombreux sympathisantes de la communauté LGBT, ce qui a donné au gouvernement une raison supplémentaire de les diaboliser.

L'homophobie soutenue par l'État a continué à se développer et, en 2012, une loi interdisant la «*propagande gay*» a été adoptée dans l'une des «*villes les plus libres*» de Russie, Saint-Petersbourg.

## Homophobie officielle

Au début des années 2010, l'État a commencé à s'attaquer activement à la communauté LGBT, qu'il avait largement ignorée jusque-là. La télévision d'État diffuse de plus en plus de séquences qui critiquent ou vilipendent les membres de la communauté LGBT. Entre 2006 et 2013, plus de dix régions russes ont adopté des lois régionales interdisant la «*propagande*

*LGBT*» auprès des mineurs. Peu après, une version de cette loi au niveau fédéral a été présentée à la Douma d'État. Toutes les députées n'ont pas soutenu le projet de loi – étonnamment, ses détracteur/trices incluaient le Parti libéral démocrate populiste d'extrême droite, dont le chef, Vladimir Jirinovski, a suggéré qu'une interdiction de la «*propagande*» LGBT ne ferait qu'attirer davantage l'attention du public sur les relations entre personnes de même sexe. D'une certaine manière, Jirinovski avait raison: la couverture de plus en plus négative des questions LGBT a entraîné une augmentation des crimes de haine très médiatisés contre les personnes LGBT. En mai 2013, alors que l'interdiction fédérale était encore à l'étude, trois anciens camarades de classe de Volgograd ont torturé à mort Vladislav Tornovoy, 22 ans, en raison de sa sexualité. Ils lui ont cassé les côtes, lui ont introduit deux bouteilles de bière en verre dans le rectum, puis lui ont frappé la tête avec une pierre de 20 kilogrammes.

La mort de M. Tornovoy a provoqué l'indignation et le choc de la communauté LGBT de Russie. Yelena Mizulina, une députée qui était l'une des principales partisans du projet de loi sur la propagande, a fait l'objet des plus vives critiques. Malgré le tollé, M. Poutine a signé la loi fédérale interdisant la «*propagande LGBT*» un mois après le meurtre de M. Tornovoy.

La campagne anti-LGBT a continué à prendre de l'ampleur: six mois plus tard, le Premier ministre Dmitri Medvedev signait des amendements à la loi sur l'adoption interdisant aux citoyens étrangers mariés à des personnes de même sexe – et à celles et ceux qui vivent dans des pays où le mariage homosexuel est légal – d'adopter des enfants russes. Chaque année, le nombre de pays figurant sur la liste augmente.

L'impact social de ces lois semble important. Selon les recherches d'Alexander Kondakov, le pourcentage de crimes de haine homophobes a doublé entre 2011 et 2017. M. Kondakov a précisé que sa méthodologie était très prudente et qu'il y avait donc probablement encore plus de cas.

Si la situation s'aggrave à l'échelle nationale, les personnes LGBT sont confrontées à une discrimination encore plus sévère dans les régions les plus conservatrices de Russie. En Tchétchénie, au moins une centaine d'hommes ont été arrêtés – et trois tués – parce qu'ils étaient «*soupçonnés d'être gays*», comme l'ont révélé des journalistes de *Novaya Gazeta* en 2017.

Lorsqu'un journaliste américain a interrogé le dirigeant tchétchène Ramzan Kadyrov sur ce rapport, celui-ci a affirmé qu'il n'y avait «*pas d'homosexuels*» en Tchétchénie: «*Nous n'avons pas d'homosexuels. Et si c'est le cas, emmenez-les loin de nous*».

## Interdiction totale

La guerre de la Russie contre l'Ukraine a également affecté la communauté LGBT. En décembre 2022, M. Poutine signait une loi imposant une interdiction totale de la «*propagande des relations non traditionnelles*» et de la «*propagande du changement de sexe et de la pédophilie*». Cette nouvelle loi a considérablement élargi le champ d'application de l'interdiction précédente, qui ne visait que la

«*propagande*» destinée aux mineurs.

Cette année, un nombre record d'affaires de «*propagande LGBT*» ont été déposées en Russie. Que signifie la nouvelle loi et à qui s'adresse-t-elle?

En réaction à cette loi, les librairies ont commencé à retirer la littérature homosexuelle de leurs rayons et les plateformes de diffusion en continu ont commencé à retirer et à bloquer les films et les podcasts qui mentionnaient des «*relations non traditionnelles*».

En juillet 2023, la Douma d'État a mis en place une interdiction totale du «*changement de sexe*» afin de «*protéger les Russes de la dégénérescence*». La loi interdit la thérapie hormonale et la chirurgie de réassignation de genre et empêche les personnes transgenres de modifier leur genre dans les documents officiels.

Enfin, le 30 novembre 2023, la Cour suprême russe a déclaré que le «*mouvement public international LGBT*» était une organisation extrémiste. L'audience, qui n'a duré que quatre heures, s'est déroulée à huis clos, sans qu'aucun défenseur·euse ne soit présent·e dans la salle d'audience.

On ne sait pas encore comment la loi sera appliquée. Selon le code pénal russe, la participation à une organisation extrémiste est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à six ans de prison, tandis que les fondateur/trices de communautés extrémistes peuvent être condamnés à une peine pouvant aller jusqu'à dix ans de prison. «*L'appel public à des activités extrémistes*» est passible d'une amende de 100.000 à 300.000 roubles (1000 à 3000 euros) ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à quatre ans.

Dans les jours qui ont suivi l'arrêt de la Cour suprême, un certain nombre d'associations russes de défense des droits des LGBT se sont dissoutes, expliquant que la nouvelle législation exposait leurs employé·es basé·es en Russie à un risque d'emprisonnement. Au début du mois de décembre, la police a effectué des descentes dans quatre lieux de rencontre LGBT\* à Moscou, sous prétexte de rechercher de la drogue. *Central Station*, un club gay de longue date de Saint-Petersbourg, a annoncé sa fermeture définitive vendredi dernier.

Toutes les organisations n'ont cependant pas plié bagage: l'association de défense des droits des LGBT *Irida*, basée à Samara, a fait part de son intention de lutter contre la nouvelle loi, en faisant appel de la décision. D'autres organisations ont lancé des campagnes de collecte de fonds pour évacuer les militant·es LGBT de Russie et rédigé des pétitions appelant les pays occidentaux à simplifier les procédures d'obtention de visas pour les personnes LGBT russes.

Cette dernière législation représente le point culminant d'années d'homophobie d'État en Russie, laissant la communauté LGBT du pays, déjà isolée, plus vulnérable que jamais.

Alyona Itskova  
Novaya Gazeta Europe

1. Contraction de *Ta Lyubit Tu*, signifiant littéralement «*celle-ci qui aime celle-là*», duo pop russe devenu le groupe pop russe le plus acclamé de tous les temps. Durant leurs performances, les chanteuses se font souvent remarquer en s'embrassant sur la bouche de manière provocante.  
2. *Novaya Gazeta Europe* a été fondée en avril 2022, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie six semaines plus tôt et l'introduction subséquente d'une censure de guerre qui a contraint la plupart des rédacteur/trices et des journalistes de *Novaya Gazeta* à quitter le pays afin de continuer à raconter à nos lecteur/trices ce qui se passe en Russie, en Ukraine et en Europe. <<https://novayagazeta.eu/>>.